

Direction départementale de la protection des populations

Sécurité de l'environnement industriel

Affaire suivie par Arnaud Ziomek
Tél : 02 38 42 42 81
Mél : arnaud.ziomek@loiret.gouv.fr

ORLÉANS, le **16 FEV. 2026**

Monsieur le Directeur,

Par courrier du 21 août 2025, un arrêté préfectoral vous a été notifié, vous mettant en demeure de vous conformer aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 fixant les modalités d'analyses des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), pour l'installation de tri, transit, regroupement de déchets, de traitement de déchets métalliques et d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage que vous exploitez à SAINT-CYR-EN-VAL.

À ce jour, vous avez procédé à la saisie sur la plateforme GIDAF des résultats relatifs à la troisième campagne d'analyses des substances PFAS au point de rejet de la zone dite BV2. L'écart étant soldé, je vous informe que la mise en demeure précitée est levée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

**Pour la préfète et par délégation,
Le directeur adjoint**



Nicolas GUILLET

ETS J. MENUT
ZI de la Saussaye
383, rue du rond d'eau
45590 SAINT-CYR-EN-VAL